

Référence : FR CJS/HAD-PI
Intitulé : Fonds Pierre Hadj-amar
Dates : 1962-2004

Niveau de description : Pièce
Importance matérielle : 0,3 m. l.
Localisation : Cave 2

Noms des producteurs : Pierre HADJ-AMAR (deuxième prénom : Victor)
[enregistré par erreur à l'état civil sous le nom HADJ-AMMAR]. Ecrit parfois HADJAMAR

Notice biographique :

Né le 27 mars 1927 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), mort le 18 décembre 2020 ; chaudronnier puis professeur technique adjoint de chaudronnerie ; permanent de la JOC (1951-1954), syndicaliste CFTC puis CFDT, militant du PSU (1971-1989) puis de Clamart-Autogestion (1989-2001).

Fiche Maitron de Pierre Hadj-amar, rédigée par Éric Belouet :

Son père, Belkacem Hadj-Amar (1896-1958), originaire de Draâ-El-Mizan près de Tizi Ouzou (Algérie), venu à Sète (Hérault) en 1913 où il devint docker, se maria avec Alphonsine née Rancon (1891-1973), originaire de la Haute-Loire, malgré l'opposition de sa famille. Il se fit baptiser et prénommer Victor et ne revit jamais l'Algérie. Le couple s'installa à Clermont-Ferrand où Victor Hadj-Amar devint ouvrier chez Michelin. La famille vécut au 28 rue de la Foi, dans un logement avec jardin de la Cité de la Plaine. Pierre Hadj-Amar effectua toute sa scolarité (école maternelle, école primaire et cours complémentaires) dans les établissements scolaires Michelin. En 1943, il fut admis sur concours à l'école professionnelle Michelin et suivit pendant trois ans les cours de la section chaudronnerie. Il obtint trois CAP : chaudronnier, soudeur oxy-acétylrique (OA) et soudeur à l'arc électrique. Dès le mois d'octobre 1944, il s'engagea à la CFTC dans le sillage de Robert Dumas, l'un des dirigeants de la fédération jociste de Clermont-Ferrand, et devint responsable syndical « Jeunes », assurant la liaison avec le syndicat et l'Union départementale.*

En mai 1945, Pierre Hadj-Amar participa à une session de l'Institut de culture ouvrière (ICO) à Marly-le-Roi (Seine-et-Oise, Yvelines) et, trois mois plus tard, adhéra à la JOC lors d'une session d'études à Neussargues-Moissac (Cantal). Il devint rapidement dirigeant fédéral de Clermont-Ferrand. L'une des principales revendications de la JOC à la Libération consistait à obtenir un « délégué des jeunes ». Les militants jocistes lancèrent la campagne à l'école Michelin. Lors d'une consultation des jeunes, Pierre Hadj-Amar fut élu. Recueillant les revendications de ses camarades, il allait les présenter à la Direction et obtint ainsi quelques résultats. En mai 1946, il plaida la cause d'un jeune injustement sanctionné ; le conseil de discipline leva la sanction, mais

un de ses professeurs, membre du conseil, vint lui présenter les félicitations du directeur et ajouta : « Il faut que tu saches que la porte de l'usine ne sera jamais ouverte pour toi. » En septembre 1946, l'apprentissage terminé, tous les apprentis furent intégrés chez Michelin à l'exception de Pierre Hadj-Amar.

Pierre Hadj-Amar entra alors dans une chaudronnerie d'une douzaine d'ouvriers où il put s'affirmer professionnellement. Il continua de militer à la CFTC et à la JOC. Après avoir effectué son service militaire en 1947, Pierre Hadj-Amar entra dans l'entreprise métallurgique clermontoise Ollier, une entreprise de mécanique et de chaudronnerie fabriquant des presses et des réservoirs qui comptait environ 800 salariés. Ayant appris que ses jours dans l'entreprise étaient comptés – il s'était fortement impliqué dans une grève –, il partit en novembre 1948 suivre une école d'apprentissage dans une entreprise en expansion – les bennes Poclair – au Plessis-Belleville (Oise). Au bout d'un an, en conflit avec la direction de Poclair, il prit la direction d'un foyer de jeunes travailleurs (FJT) situé 48 rue du capitaine Guynemer à Courbevoie (Seine, Hauts-de-Seine) d'une quarantaine de lits, le foyer Branly.

Sollicité par la direction nationale de la JOC, Pierre Hadj-Amar devint permanent national le 1^{er} juillet 1951, d'abord au sein de la province jociste Picardie-Champagne, puis, à partir de 1953, au service « Soldats » de l'ACJF (fédérant les divers mouvements d'Action catholique spécialisée de la jeunesse : JOC, JAC, JEC et JIC) en remplacement de Jean Sivet.*

Au printemps 1954, Pierre Viallefond, son ami d'enfance, lui-même ancien permanent jociste, travaillant depuis un an chez Thomson à Asnières (Seine, Hauts-de-Seine), lui signala que cette entreprise cherchait des chaudronniers et qu'il pourrait y militer syndicalement. Après avoir passé son essai de chaudronnier P2, Pierre Hadj-Amar entra chez Thomson en avril 1954, à l'usine d'Asnières. Il prit des responsabilités syndicales en janvier 1956 après avoir passé son essai de chaudronnier P3 et s'être déjà montré au cours de la première grève victorieuse chez Thomson en septembre 1955. Élu délégué du personnel CFTC en janvier 1956, il s'imposa comme le délégué de son atelier de chaudronnerie. Il participa aux réunions du groupe Reconstruction pour l'évolution de la CFTC.*

Pierre Hadj-Amar fit également partie du bureau de la section syndicale regroupant les sept ou huit principaux responsables et se réunissant une fois par semaine après le travail pour coordonner l'action de la section et son fonctionnement, prévoir et organiser la formation des militants (un ou deux week-ends par an au Centre de formation confédéral, à Bierville). Le bureau de la section devait en outre se préoccuper du développement de la CFTC dans les autres usines Thomson afin que sa voix soit entendue au sein du comité central d'entreprise (en 1955, Thomson comptait huit usines : quatre en région parisienne et quatre en province) et que l'action syndicale suive le développement de l'entreprise (de 1957 à 1961, Thomson créa une usine à Angers et trois en banlieue parisienne). La Fédération CFTC de la Métallurgie n'ayant pas les moyens d'assumer cette tâche de développement syndical, les responsables de l'usine de Gennevilliers devaient l'assurer. Pierre Hadj-Amar y contribua largement et aida les délégués des usines de Lesquin (Nord), de Bohain (Aisne) et de Chauny (Aisne).

Pierre Hadj-Amar se maria à Clamart (Seine, Hauts-de-Seine) le 24 avril 1959 avec Élise

Prunault. Pupille de la Nation (son père était mort des suites d'une blessure de guerre quand elle avait dix-huit mois), militante jociste du Finistère, celle-ci était entrée à la Seita à Morlaix (Finistère), puis, en concertation avec d'autres jocistes de cette manufacture, était partie travailler à la manufacture de la Seita à Issy-les-Moulineaux (Seine, Hauts-de-Seine) afin d'y développer la CFTC et y était devenue secrétaire syndicale et membre du bureau fédéral. Le couple s'installa à Clamart en 1959 et une fille naquit de cette union le 27 mai 1960 (Catherine, devenue professeur de technologie en collège).

Pierre Hadj-Amar fut à nouveau élu délégué chaque année de 1957 à 1962 à Gennevilliers-Asnières. Il fut en première ligne dans l'action syndicale intense de cette période au cours de laquelle Thomson ouvrit – en 1957 – une usine à Bagneux en y transférant des services de Gennevilliers et de l'Amiral-Mouchez (Paris XIII^e arr.) et où treize semaines de grève et de manifestations se terminèrent le 13 décembre 1957 par un succès syndical sur les salaires et la retraite complémentaire. Une autre grève, en 1959, aboutit à la mensualisation des ouvriers et – chose rare – à des augmentations de salaire inversement hiérarchisées : 2,5 % pour les cadres, 11 % pour les femmes de ménage. Dès 1958, la CFTC avait conquis le secrétariat du CCE et était devenue majoritaire sur l'ensemble de l'entreprise.

Thomson, qui avait acquis à Sartrouville (Seine-et-Oise, Yvelines) l'ancienne usine Latecoère (devenue ensuite Radio-Industrie), décida d'y transférer l'usine d'Asnières (vendue en 1962). La Direction accepta de muter certains salariés dans un établissement plus proche de leur domicile mais refusa à Pierre Hadj-Amar d'aller à Bagneux. De 1962 à 1965, il se rendit donc de Clamart à Sartrouville dans cette usine qui compta rapidement 1 200 ouvriers et techniciens. Il y organisa la section syndicale CFTC (CFDT à partir de 1964) qui obtint la majorité dès la première élection. Là encore, il fut élu délégué du personnel chaque année, de 1962 à 1965. En 1965, Pierre Hadj-Amar obtint enfin sa mutation pour l'usine de Bagneux, plus proche de son domicile (quinze minutes de trajet en voiture au lieu d'une heure et demie pour aller à Sartrouville). Il était toujours ouvrier P3, comme en 1955.

Pierre Hadj-Amar refusa à plusieurs reprises les sollicitations d'Eugène Descamps pour devenir permanent. Il soupçonnait en effet ce dernier de vouloir détourner les principaux militants de la CFTC de la Thomson pour les faire venir à la Fédération de la Métallurgie, et fut ainsi souvent en désaccord avec les militants qui répondaient favorablement aux sollicitations fédérales. Cela lui valut une solide réputation de « basiste » qu'il assumait pleinement.*

À l'usine de Bagneux, Pierre Hadj-Amar, désireux de « souffler » un peu, milita dans son atelier mais ne fut pas délégué et refusa d'être candidat au cours de la période 1965-1967. Lorsque, dès le 17 mai 1968, l'usine de Bagneux entra en grève et que l'occupation fut décidée, il entra toutefois au comité de grève et en fut l'un des leaders. Son autorité et son expérience s'imposèrent et il alla négocier pour la CFDT à la Direction générale les conditions de la reprise du travail qui eut lieu le 19 juin. Thomson fut la dernière entreprise importante à reprendre le travail.

Les conséquences physiques d'un accident de voiture dont il fut victime en septembre 1968 – il ne put reprendre le travail qu'en mars 1969 – le contraignirent à envisager une reconversion

professionnelle. En juillet 1970, ayant passé avec succès le concours d'entrée à l'École normale nationale d'enseignement technique, Pierre Hadj-Amar quitta la Thomson et entra en septembre, à l'âge de quarante-trois ans, dans cette école située rue de la Roquette à Paris (XI^e arr.), d'où il sortit un an plus tard professeur technique adjoint de chaudronnerie. Il adhéra alors au SGEN-CFDT et fut nommé au lycée d'enseignement professionnel de Suresnes (Seine, Hauts-de-Seine), un vieux bâtiment mal équipé où la section de chaudronnerie n'avait quasiment pas de matériel pour faire travailler les élèves, et aucun crédit pour acheter des machines. Pierre Hadj-Amar démarcha la direction Thomson de Bagneux et obtint qu'elle lui livre le matériel de chaudronnerie mis à la réforme. Sur le plan syndical, il représentait le SGEN à la commission de la carte scolaire. En 1976, il quitta Suresnes pour le lycée professionnel Carrefour des fainéants (devenu Les Côtes de Villebon) à Meudon jusqu'à son départ à la retraite en 1991.

Sur le plan politique, Pierre Hadj-Amar envisageait dès 1968 d'adhérer au PSU, mais ne franchit le pas qu'en 1971. Il milita activement au sein de la section de Clamart. Après 1974, les départs au PS de Michel Rocard* et de Jean Le Garrec* (candidat aux législatives de 1973 dans la circonscription incluant Clamart) créèrent des tensions entre des militants qui en vinrent à se suspecter et à s'accuser de déviation ; Pierre Hadj-Amar fit donc le choix de recentrer son militantisme sur la vente de Tribune socialiste tous les samedis matins au marché du Trosy, à Clamart.

L'activité du PSU fut assurée à Clamart jusqu'à la dissolution du parti au niveau national en 1989. Avec certains de ses militants et des écologistes, Pierre Hadj-Amar participa alors au développement de « Clamart Autogestion » (association créée dix ans auparavant par la section PSU de Clamart dans le prolongement du « front autogestionnaire » des élections législatives de 1978) pour intervenir sur les problèmes locaux d'environnement et d'aménagement et s'opposer à la réalisation du projet « pharaonique » du département des Hauts-de-Seine qu'était le tunnel autoroutier. Pierre Hadj-Amar figurait sur la liste présentée par cette organisation lors des élections municipales en 1983, 1989 et 1995. En 2000, « Clamart Autogestion » se transforma en « Alternative Clamartienne » qui devait présenter des listes aux municipales de 2001 et 2008, mais Pierre Hadj-Amar refusa d'y adhérer.

Retraité, Pierre Hadj-Amar continuait à aider les militants qu'il avait connus jeunes techniciens à la Thomson et qui avaient pris des responsabilités politiques ou syndicales. Il se retrouva avec eux et quelques-uns des leaders Thomson des années 1950 le 20 novembre 1996, manifestant devant le siège sis 173 boulevard Haussmann contre la cession de la première entreprise française d'électronique.

En 2010, Pierre Hadj-Amar, veuf depuis novembre 1990, était toujours domicilié à Clamart ; il signa l'appel au rassemblement du cinquantième anniversaire de la fondation du PSU les 10 et 11 avril 2010. Il est décédé le 18 décembre 2020.



Photographie de Pierre Hadj-amar (source : article « Décès de Pierre Hadj-amar : <http://clamart-citoyenne.fr/?p=31402>)

Historique de la conservation :

Les documents étaient conservés chez Pierre Hadj-amar jusqu'à leur don à l'Institut Tribune socialiste en avril 2021.

Modalité d'entrée :

Les archives ont été données par les ayants-droits à Roger Barralis, puis confiées à l'ITS.

Présentation du contenu :

Le fonds concerne des organisations politiques et associatives postérieures au PSU.

Évaluations, tris et éliminations :

De nombreuses affiches ont été classées dans le fonds d'affiches et des livres ont également rejoint la bibliothèque du Centre Jacques Sauvageot.

Accroissements :

Fonds clos.

Mode de classement :

Les documents ont été classés par organisation.

Conditions d'accès et de reproduction :

Librement communicable, reproduction à des fins commerciales soumise à l'autorisation du Centre Jacques Sauvageot.

Caractéristiques matérielles :

Documents en bon état.

Description réalisée en novembre 2021 selon la norme ISAD(G). Inventaire réalisé par Manon Dognin.

Description :

COTE : HAD-PI-1

Guerre d'Algérie, 1962

- Tract cosigné par le PSU appelant au rassemblement le jeudi 8 février 1962 place de la Bastille.
- Tract « Contre l'OAS et l'assassinat des travailleurs » de F.O. le 9 février 1962.
- Tract unitaire de syndicats et d'organisations politiques (dont le PSU) appelant à la grève pour les obsèques des victimes de Charonne, 1962.
- N° du *Monde* des 13 et 15 février 1962.
- N° du *Parisien libéré* du 14 février 1962.
- N° spécial de l'*Express* du 15 février 1962.

PSU Clamart, 1967-1983

- Invitation à une rencontre avec Edouard Depreux, 1/03/1967.
- Tract du PSU pour la candidature de Simone Janodet aux élections cantonales du 24 septembre 1967 (40^e canton des Hauts-de-Seine).
- Lettre de la section socialiste de Clamart, du 25/02/1970.
- Décompte manuscrit des cotisations payées par la section au citoyen Barnier, daté du 1^{er} juin 1971 (PSU Clamart, trésorerie centrale).
- Décompte des cotisations des membres de la section de Clamart pour le 1^{er} trimestre 1972 par P. Jacquinet, trésorier section PSU Clamart, daté du 31 mai 1972.
- « Qu'est-ce que le Conseil général ? », lettre d'information/tract de la section PSU de Clamart en vue des élections cantonales de mars 1976 appelant à voter pour Pierre Hadj-Amar (en deux exemplaires).
- « Un candidat présenté par le PSU, pourquoi ? ; Avec le candidat de l'autogestion socialiste », tract de la section de Clamart du PSU en vue des élections cantonales de mars 1976.
- « Quelle union à Clamart ? », liste des membres du Comité de soutien pour l'union de toutes les gauches à Clamart, dont Pierre Hadj-Amar et Roger Barralis, non datée (en deux exemplaires).
- Tract de Clamart Autogestion et liste des candidats Clamart Autogestion, non daté.
- Invitation des sections de Clamart et du Plessis-Robinson pour exposer le projet de socialisme autogetionnaire.
- Lettre manuscrite portant sur les candidatures de J. Desmet et M. Feuermann dans la liste d'Union de la Gauche représentant le courant autogestionnaire, non signée et non datée.
- Tract de Clamart Autogestion (Qui sommes-nous ? - Pourquoi l'union ? - Que voulons-nous pour notre ville?), non daté (en deux exemplaires).
- « Quelle union à Clamart ? », ébauche manuscrite d'un tract de Clamart Autogestion en faveur de l'union de toute la gauche à Clamart, non datée et non signée.
- Feuille manuscrite comptabilisant les soutiens à l'Union de toute la gauche à Clamart, non datée.
- Compte rendu de la réunion du 18 septembre 1981.
- Lettre de la section de Clamart du P.S. à la section de Clamart du PSU du 6 novembre 1981 concernant la mémoire d'Edouard Depreux.

- Lettre de Jean-Marie Lallement pour la section de Clamart du PSU adressée à la section de Clamart du Parti socialiste concernant l'union de la gauche dans la ville, datée du 21 novembre 1982.
- Feuille manuscrite avec prises de notes sur l'union de toute la gauche dans le cadre des élections municipales.
- Lettre de Jean-Marie Lallement pour la section de Clamart du PSU adressée aux camarades de la section concernant la constitution d'une liste commune avec la gauche en vue des élections municipales, notamment le Parti communiste, datée du 6 février 1983.
- Organigramme manuscrit « chaîne téléphonique servant à prévenir la section pour réunion, mobilisation rapide », non daté.
- Toile d'araignée téléphonique sous forme d'organigramme manuscrit de la section PSU de Clamart, non datée.
- Organigramme manuscrit avec les coordonnées des membres principaux de la section PSU Clamart, non daté.
- Organigramme manuscrit avec les coordonnées des membres principaux de la section PSU Clamart, non daté partant de Pierre Hadj-Amar, Jean-Marie Lallement, Yvonne C. et Alain Champlong.
- Liste manuscrite et coordonnées des militant.e.s de la section PSU de Clamart, non datée.
- Liste manuscrite et coordonnées des sympathisant.e.s de la section PSU de Clamart, non datée.
- Demande d'adhésion à la section PSU de Clamart de Philippe Verrière, transmise par M. Feuermann, le 19 mai 1976.
- Demande de contacts en vue de la fête du PSU des 4 et 5 juin 1977 de Dominique Mille.
- Bulletin « Contact à prendre » avec B.Farion de la fédération PSU de la région parisienne, daté du 19 septembre 1977.
- Bulletin de contact pour rejoindre le PSU rempli par Christian Benedetti, daté du 10 octobre 1977.
- Lettre de Jean-Claude Fajjan adressée aux camarades de la section PSU de Clamart annonçant la poursuite de ses activités militantes au sein de la section de Sartrouville, datée du 28 mai 1980.
- Lettre de contact de la Fédération des Hauts-de-Seine du PSU qui communique sur la volonté d'Odette Joulia de prendre contact avec la section PSU de Clamart, datée du 18 juin 1980.
- Lettre de contact de la Fédération des Hauts-de-Seine du PSU qui communique sur la volonté de Françoise Etre de prendre contact avec la section PSU de Clamart, datée du 18 juin 1980.
- Feuilles volantes/prises de notes indiquant des contacts pris au meeting du PSU d'Ivry, le 5 février 1981. Notamment : Annie Macé, Francis Perros et Bernard Bruant.
- Courrier de Gérard Fretellière adressé à Pierre Hadj-Amar concernant l'adhésion et le paiement des cotisations de Geneviève Leprieur, le 28 avril 1981.
- Lettre manuscrite indiquant l'adhésion à la Fédération des Hauts-de-Seine du PSU d'Alain Mahe, non datée.
- Cahier de notes (couverture verte) contenant quelques comptes rendus de réunions, 1981-1983.

Anniversaire des 20 ans du PSU :

- Carte « Notre espoir a 20 ans. 1960/1980 » ;
- Texte de Michel Mousel « Le P.S.U., 1960-1980 : ruptures et continuité » réalisé pour la journée d'études du 18 avril 1980.

Élections municipales (mars 1971)

Documents de campagne :

- Lettre de Jacques Laudet adressée à M. Feuermann concernant la Convention des Institutions Républicaines de Clamart, datée du 19 septembre 1970, à laquelle est joint le texte « Canevas de texte commun, préparé à la suite de la réunion commune PS, PCF, PSU et CIR du samedi 21 novembre 1970 ».
- Proposition du Parti communiste français pour une déclaration commune adressée à la section Clamart du PSU, accompagnée d'une lettre de la section datée du 1^{er} décembre 1970.
- Résolution du Comité de section de Clamart du Parti communiste français « L'accord communistes-socialistes, base de l'union de la gauche aux élections municipales », datée du 21 janvier 1971.
- Propositions d'accord politique municipal présentées par les sections de Clamart du Parti communiste français et du Parti socialiste, à Clamart, daté du 28 janvier 1971 (5 pages).
- Texte « Accord politique municipal présenté par les sections de Clamart du Parti communiste français, du Parti socialiste, de la Convention des institutions républicaines et du Parti socialiste unifié », daté du 2 février 1971 (6 pages).
- Tract « La convention des institutions républicaines est présente sur la liste de gauche à Clamart », daté de 1971.
- Texte émanant de la section du Parti socialiste « La gauche à Clamart est unie », non daté (5 pages).
- Texte « Union de la gauche : pour une gestion municipale démocratique (à propos du plan d'urbanisme), non daté et non signé.
- Notes manuscrites recensant les militant.e.s socialistes et communistes engagé.e.s et pour l'Union de la Gauche à Clamart, ainsi que leur profession.
- Tract d'invitation à la conférence de presse organisée par la d'Union de la Gauche pour une gestion municipale démocratique, le 7 février 1971.
- Communiqué de presse de l'Union de la Gauche à Clamart « La liste Union de la Gauche pour une gestion municipale démocratique », datée de 7 février 1971.
- Coupure de presse « Liste d'Union de la Gauche pour associer la population aux affaires communales » et « Conférence de presse à la Brèche-du-Bois : Victor Michaut à la tête d'une équipe cohérente et représentative », datées de février 1971.
- Tracts invitant à des débats publics autour de la candidature de l'Union de la Gauche à Clamart pour les élections municipales de 1971, avec Victor Michaut et sous la présidence de Michel Picaronny (les réunions se sont tenues les 3, 4, 9 et 12 mars 1971).
- Tract « Monsieur Fonteneau s'affole » par l'Union de la Gauche à Clamart, daté de 1971.
- Tract « M. Fonteneau (Mazeaud) mis en ballottage 58 % des électeurs se sont prononcés pour un changement de gestion » suite au scrutin des élections municipales du 14 mars 1971.
- Lettre de Robert Bousquet, président du GDC (groupe apolitique) invitant à voter

pour l'Union de la Gauche, datée du 17 mars 1971.

- Lettre de Victor Michaut, invitant à voter pour la liste de l'Union de la Gauche qu'il conduit, datée du 17 mars 1971.

Union de la Gauche pour une gestion municipale démocratique, journal de l'Union de la Gauche à Clamart :

- *Union de la Gauche pour une gestion municipale démocratique, journal de l'Union de la Gauche à Clamart, avec en une l'édito « Le choix du 14 mars » de Victor Michaut, supplément à l'Aube Nouvelle n°152 du 20 janvier 1971.*
- *Union de la Gauche pour une gestion municipale démocratique, journal de l'Union de la Gauche à Clamart, avec en une l'édito « Avec confiance » de Victor Michaut, non daté.*
- *Union de la Gauche pour une gestion municipale démocratique, journal de l'Union de la Gauche à Clamart appelant au vote en vue du second tour des élections municipales, le 21 mars 1971.*

Clamart notre ville

- *Clamart notre ville, supplément au n°54, 1^{er} mars 1971.*
- *Clamart notre ville, supplément au n°55, 7 mars 1971.*

Groupement de défense des Clarmartois

- GDC Informations : groupement de défense des Clarmartois, bulletin officiel n°3, daté de septembre 1970.
- GDC Informations : groupement de défense des Clarmartois, bulletin officiel n°5, daté de février 1971.
- Lettre adressée aux électeurs à la suite du scrutin des élections municipales de mars 1971, à Clamart, signée par le président du GDC Robert Bousquet et datée du 18 mars 1971.

Élections municipales (mars 1971)

Documents du Parti :

- Memorandum sur les élections municipales, non daté (3 pages).
- Lettre adressée par Georges Gontcharoff aux membres de la DPN, aux Secrétaires fédéraux, aux secrétaires des sections dans les villes de plus de 30.000 habitant.e.s et aux membres de la Commission Nationale d'Action Locale, Municipales et Régionale concernant de potentielles discussions autour de l'union de la gauche en vue des élections municipales de 1971, datée du 6 octobre 1970.
- Annexe : motion votée par le CPF lors de la réunion du 13 octobre 1970 (unanimité).
- Correspondances et comptes rendus de réunions entre Georges Gontcharoff et les membres internes du PSU à propos des élections municipales de mars 1971, datées entre le 23 octobre 1970 et le 19 décembre 1970.
- Correspondance interne entre les membres du PSU portant sur la directive d'application du texte de la DPN relatif aux structures régionales de contrôle, datée du 29 décembre 1970.
- Correspondance interne entre les membres du PSU portant sur la plateforme municipale et des « précisions sur certains points », datée du 27 janvier 1971.
- Correspondance interne entre les membres du PSU portant sur le développement de certains points de la plateforme municipale du PSU de la Commission Nationale d'Action Locale, Municipale et Régionale du Parti, datée du 3 février 1971.
- Lettre de Claude Bourdet adressée aux membres du Bureau National et aux membres de la CE de la Fédération de Paris à propos des débats autour des listes d'union de la gauche en vue des élections municipales de mars 1971, datée du 16 février 1971.

- Correspondance interne entre les membres du PSU portant sur la motion interne arrêtée par le BN du 15 février 1971 concernant la position du PSU au 1^{er} et 2nd tour des élections municipales, datée du 18 février 1971.
- Projet de profession de foi « Mettre la municipalité de ... au service de la lutte des travailleurs » en vue des élections municipales de mars 1971.
- Correspondance interne entre les membres du PSU portant sur le développement de certains points de la plateforme municipales, datée du 18 février 1971.
- Correspondance interne entre les membres du PSU portant sur les accords locaux entre les sections de gauche en vue des élections municipales de mars 1971, datée du 18 février 1971.
- Texte interne du PSU « Critères d'alliance et structures régionales de contrôle ».

Textes Roger Barralis :

- Texte manuscrit portant sur les résultats du premier tour de l'élection présidentielle du point de vue de l'avenir du PSU, daté du 2 mai 1981 (19 pages).
- Texte manuscrit « Que faire aux législatives de juin ? » + annexe « La représentation proportionnelle », daté du 13 mai 1981 (4 pages).

Correspondances section PSU – Mairie de Clamart

- Contraventions adressée à la section PSU Clamart dont l'une pour « *vente de journaux à moins de 50 mètres du marché* », datée du juin 1976.
- Procès verbal de Jean-Paul Le Feure, daté du 5 juin 1976 et signé par Pierre Hadj-Amar.
- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 18 mars 1977.
- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 12 avril 1977.
- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 6 mai 1977.
- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 16 juin 1977.
- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 10 novembre 1977.
- Correspondance manuscrite entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 10 janvier 1978.
- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 13 janvier 1978.
- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 13 février 1978.
- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section

PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 25 avril 1978.

- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Jacquinot) concernant une location de salle, datée du 8 janvier 1979.
- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 19 février 1979.
- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Jacquinot) concernant une location de salle, datée du 2 juillet 1979.
- Correspondance manuscrite entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 29 mai 1981.
- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 6 juin 1981.
- Lettre adressée au maire Jean Fonteneau par la section PSU Clamart suite à l'attentat dont ce dernier a été victime, datée du 29 octobre 1981.
- Mot du maire Jean Fonteneau envoyé à la section PSU Clamart en guise de remerciement.
- Correspondance entre la mairie de Clamart (le maire Jean Fonteneau) et la section PSU Clamart (Pierre Hadj-Amar) concernant une location de salle, datée du 19 janvier 1983.

Opposition à la révision du P.O.S. de Clamart, 1982

- Coupure de presse, déclarations, *Tribune de Clamart*, correspondance, presse locale, plans.

Groupe autogestionnaire de Clamart, 1976-1980.

- Compte rendus de réunions, projets de tracts, listes de sympathisants, correspondance.

COTE : HAD-PI-2

Clamart Autogestion, 1989-2001.

- « *Les élections, et après ?* », n° d'avril 1989 (en quatre exemplaires).
- « *Une forme de démocratie locale : les commissions extra-municipales* », n° de décembre 1989 (en trois exemplaires).
- « *À Clamart le béton pousse... Les arbres trépassent* », n° de juin 1990 (en trois exemplaires).
- « *Libres opinions* », tribune libre n° de juin 1991.
- Profession de foi de la liste Clamart Autogestion-Ecologie pour l'élection municipale des 11 et 18 juin 1995.
- Programme d'action municipale de la liste Clamart Autogestion-Ecologie pour l'élection municipale des 11 et 18 juin 1995.
- « *Cité de la Plaine : la réhabilitation où en est-on ?* », n° de décembre 1995.

- « *Muse : un joli nom pour un projet néfaste* », n° de novembre 1996 (en trois exemplaires).
- Numéro de mars 1997 (en trois exemplaires).
- « *Dissolvons la droite, construisons la gauche* », n° spécial Élections législatives de mai 1997 (en trois exemplaires).
- Numéro de juin 1997 (en trois exemplaires).
- Numéro de janvier 1998 (en trois exemplaires).
- « *Les cantonales, ça sert à quoi ?* », n° spécial cantonales de mars 1998 (en trois exemplaires).
- « *Un tramway nommé désir* », n° de juin 1999 (en trois exemplaires).
- « *Programme des clamartiens qui bougent* » de la liste Alternative clarmatiennne pour les élections municipales du 11 et 18 mars 2001.

PSU, tracts et coupures de presse

- Coupure de presse « Les relations du P.S.U. avec les autres formations de gauche domineront les travaux de son prochain congrès », *Le Monde*, 24/04/1967.
- Coupure de presse « Le comité politique national du P.S.U. n'a pu parvenir à concilier ses deux tendances », 12/09/1967.
- Coupure de presse « M. Giscard d'Estaing est, pour la gauche, un ennemi prioritaire déclare Michel Rocard », *Le Monde*, 14/09/1967.
- Coupure de presse « L'association Pour un pouvoir socialiste veut provoquer un redressement du P.S.U. ».
- Coupure de presse « Les initiatives de plusieurs anciens dirigeants du P.S.U. laissent prévoir leur prochain départ de cette formation ».
- Tract du PSU « Action unie des étudiants et des ouvriers », 1968.
- Tract du PSU « Cambodge. Holocauste ? Non assez ! ».
- « Pour battre le gaullisme, non aux diviseurs », tract du P.C.F. contre le PSU.
- Affichette « LE PSU Parti Sans Utilité ».
- Affichette « Le dépotoir. Si vous avez été exclu de tous les Partis. Si vous avez été rejeté par tous les Clubs, Essayez encore ! Allez voir du côté du PSU, il n'est pas bégueule ! Vous pourrez dire toutes les bêtises que vous voudrez, car il y est perpétuellement perdant au Suffrage universel ».
- Affichette « Le 29 mai M. Mitterrand s'est nommé lui-même Chef du gouvernement provisoire en attendant d'être Président de la République. Pourquoi pas, pendant qu'il y était Président de la Fédération de Football ou Archevêque de Paris ? Parce qu'il est modeste, ce n'est pas un glouton. La 1ère place lui suffit même quand elle est occupée ».

PSU Fédération Hauts-de-Seine

- Supplément de *Tribune socialiste* « Pierre Mendès France écrit à Edouard Depreux ».
- Documents du congrès de Levallois des 17 et 18 juin 1967.
- Lettre d'Edouard Depreux du 10 juin 1968 au sujet d'Henri Leclerc.
- Présentation du texte d'orientation au conseil fédéral des Hauts-de-Seine du 16-17 janvier 1971.
- Motion de la section de Meudon pour le conseil fédéral (92) des 16 et 17 janvier 1971.
- Carte des candidats dans les Hauts-de-Seine pour les élections législatives 1973.
- « Analyse de la question des cantonales et propositions », 30/01/1979.
- Calendrier pour les élections cantonales, 15/02/1979.

- Section de Plessis-Robinson : projet de profession de foi de Roger Barralis, candidat aux élections cantonales de 1979.
- Tract des sections de Fontenay et de Sceaux « Plus de 1^{er} mai ? ».
- Tract de la Fédération des Hauts-de-Seine pour la marche des femmes le 6 octobre 1979 « Un enfant si je veux.. quand je veux !... ».
- Compte rendu de la D.P.F. du 16/06/1981.
- Convocation des sections à une D.P.F. du 30/10/1981.

PSU Fédération Seine-banlieue

- Circulaire du 26/05/1967 sur les structures régionales.

PSU Fédération de la région parisienne

- Circulaires, 1973-1977.
- Assises régionales ouvriers paysans, 1970 : ordre du jour et documents.
- Section de Créteil : « Une charte municipale pour Créteil ».

Refondations.

- Publicité pour le Mouvement Refondations parue dans le journal *Le Monde* du 16/04/1991 et annonçant une première rencontre le 20 juin 1991 et coupure du 25/05/1991.
- Invitation pour une rencontre du Mouvement Refondations, le 14 novembre 1991.
- Coupure de presse « Le mouvement Refondations veut se doter d'une structure nationale », Alain Rollat, *Le Monde*, 2/12/1991.
- Invitations pour plusieurs Rencontres organisées par le Mouvement le Refondations « *Quels citoyens demain ?* », le 21 mai 1992 et le 16 juin 1992.
- Texte « *Engagement pour changer la gauche* », datée du 18 décembre 1992, signé par une vingtaine de personnes.
- Bulletin d'invitation du mouvement Refondations à la rencontre des forces progressistes de nos circonscriptions afin de définir une éventuelle attitude commune pour les élections législatives de mars 1993, le 8 décembre 1992, daté du 27 novembre 1992.
- Invitation à la réunion Refondations 92-Sud du 13 janvier 1993, datée du 5 janvier 1993.
- Charte « *Engagement pour changer la gauche dans les Hauts-de-Seine* » signée par la Coordination du Mouvement pour changer la gauche dans les Hauts-de-Seine, datée du 8 janvier 1993.
- Invitation à la réunion Refondations 92-Sud du 27 janvier 1993, datée du 20 janvier 1993.
- Invitation « Élections législatives de mars 1993 » à la réunion Refondations 92-Sud du 11 février 1993, accompagnée d'un extrait du supplément à *Confluences* n°18 et *Rouge et Vert* n°136 « *18 propositions pour une alternative sociale et écologique* », datée du 3 février 1993.
- Invitation « Élections législatives de mars 1993 » à la réunion Refondations 92-Sud du 9 mars 1993, datée du 3 mars 1993.
- Invitation « *Recomposition à gauche : quelles perspectives ?* » à la réunion Refondations 92-Sud du 28 juin 1993, datée du 20 juin 1993.
- Document de travail pour une journée nationale d'échanges et de débats sur le thème

« *Quelle politique mettre en œuvre pour faire reculer le chômage ?* », daté de juillet 1993 (onze pages). Le document a été développé comme suit :

- Pourquoi le chômage ne cesse-t-il de gonfler ?
 - Que peut ici proposer Refondations ?
 - Principes pour un autre contenu de la croissance et du bien-être.
 - Une durée de travail fortement réduite, de nouvelles finalités individuelles et sociétales du travail et du temps libre.
 - La reconstitution des tissus économiques et sociaux dans les bassins de chômage, le développement expérimental d'une économie solidaire et mutualiste.
 - Le développement de la formation continue et de l'alternance emploi/formation.
 - La reconnaissance de qualifications nouvelles.
 - L'humanisation des services.
- « *Refondations : pour une nouvelle entente démocratique* », texte soumis à la discussion des groupes locaux de Refondations par la Coordination, en vue des Assises des 15 et 16 octobre 1993, daté du 6 septembre 1993 (trois pages).
 - Bulletin d'invitation aux Assises nationales du mouvement Refondations les 15 et 16 octobre 1993, daté du 9 septembre 1993.
 - Invitation du mouvement Refondations à la réunion-débat « *les valeurs de gauche sont-elles primées ?* », le 30 septembre 1993.
 - Questionnaire adressé aux membres du mouvement Refondations afin d'interroger leur engagement au mouvement, daté de septembre 1993.
 - Courrier d'invitation aux membres de la région parisienne de Refondations aux Assises nationales du mouvement les 15 et 16 octobre 1993, daté du 4 octobre 1993.
 - Coupures de presse du journal *Le Monde* mentionnant le mouvement Refondations, le 8 octobre 1993 :
 - *Refondations veut développer sa « capacité d'intervention politique ».*
 - *Le mouvement des citoyens quitte Refondations.*
 - Courrier adressé aux membres de la Coordination nationale, de la CEES et de la région parisienne du mouvement Refondations les invitant à une Journée de réflexion-débat sur les questions de l'emploi et du travail, le 27 novembre 1993, daté du 2 novembre 1993.
 - Compte rendu de la réunion du 30 septembre 1993 du mouvement Refondations Hauts-de-Seine SUD, daté de novembre 1993.
 - Invitation aux membres élargis de Refondations à une réunion faisant suite aux Assises nationales, le 2 décembre 1993.
 - Invitation de Jean-François Heurtier à une réunion le 9 décembre 1993, datée du 4 décembre 1993..
 - Courrier du trésorier André Vareyon de Refondations du 20 janvier 1994.
 - Invitation à la réunion Refondations 92-Sud du 25 novembre 1994, datée du 8 novembre 1994 avec un tract « *Agir ensemble contre le chômage* ».
 - Texte de Jean-François Heurtier « *Panorama de la gauche (aspects organisationnels)* ».
- *Refondations, décidément l'époque nous commande d'être inventifs*, bulletin trimestriel : n°10 de septembre 1993, n°11 de décembre 1993, n°12 de janvier 1994, n°13-14 de février 1994, n°15 de mars 1994, n°16-17 d'avril 1994, n°21 de novembre-décembre 1994.

Autres mouvements politiques.

- Mouvement des Rénovateurs Communistes, Nouvelle Gauche pour le socialisme, l'écologie et l'autogestion : invitation à une réunion débat le 14/06/1989.
- Coupures de presse sur le PCF, le Mouvement des Citoyens, l'Alternative-Démocratie-Socialisme, les refondateurs communiste (1993).
- C.A.P. (Convergence pour une alternative progressiste), 1994-1995, : tract de présentation, texte « Schéma Un manifeste pour une alternative progressiste », tract pour une souscription nationale, tract pour a première université d'automne, « Avant-projet soumis à la discussion de la Coordination nationale », invitation à une réunion pour préparer les assises de 1995, *Confluences pour une alternative progressiste* n°43,

Agir ensemble contre le chômage (AC) : comité de Clamart et collectif national, 1994-1996.

- Comité de Clamart : ordres du jour, comptes rendus de réunion, tracts, correspondance (mars 1994- mai 1996).
- Collectif national : tracts « Appel pour agir ensemble contre le chômage », tract pour l'action du 21/12/1994 « Nuit contre l'exclusion », pétition pour la carte orange gratuite pour les chômeurs, tract pour la journée national contre l'exclusion et la précarité du 8/04/1995 « En avant pour les droits et l'égalité », bon de commande de matériel.
- Lettres et périodiques du Collectif national :
 - *Actualité* : n°1 de novembre 1994, n°2 de décembre 1994, n°4 de mai 1995, n°5 d'août 1995.
 - Lettre rapide n°27 (9/11/1994), n°45 (21/11/1995).
- *La mArChe* : n°1 à 4 (1994).

Textes manuscrits

- « Contribution à la définition d'un programme socio-culturel » ;
- Texte sur la Sécurité sociale (22 p.) ;

GRAM (Groupe de Réflexion et d'Actions Municipales de Bagneux).

- Statuts du Groupe de Réflexion et d'Actions Municipales « Socialisme et Démocratie pour Bagneux ».
- Charte du Groupe de Réflexion et d'Actions Municipales « Socialisme et Démocratie pour Bagneux » adoptée le 21 avril 1989.
- Droits de l'Homme et du Citoyen et Statuts du PS, signé par Henri GAILLAC.
- « *Cordon, s'il vous plaît* », texte rédigé suite aux élections municipales de mars 1989 à Bagneux par des « *militants blessés par l'attitude méprisante et antidémocratique des responsables de la fédération des Hauts-de-Seine du Parti Socialiste* », daté de mai 1989 (huit pages).
- Tract de campagne appelant à soutenir la candidature de Monique Macherey sur la liste « Rassembler à gauche » dans le cadre des élections municipales de mars 1989.

- Tract de propagande du GRAM destiné aux nouveaux habitants de la commune de Bagneux, non daté [1989].
- « *Les animateurs des centres de loisirs et d'accueil péri-scolaire de Bagneux en grève* », tract du GRAM, non daté.
- Tract de propagande du GRAM concernant l'insécurité et les trafics au sein de la commune de Bagneux, daté du 24 novembre 1991.
- Tract de propagande du GRAM « *Dans les quartiers, les associations, exprimez vos choix, défendez vos droits* », daté du 15 décembre 1991.
- Tract de propagande du GRAM « *Les jeux du GRAM* » tournant en dérision les candidats parachutés dans des communes qu'ils ne connaissent pas, daté du 5 janvier 1992.
- Courrier du GRAM appelant à une réunion de bilan et de réflexions du Groupe pour l'année 1992 prévue le 27 janvier 1992, daté du 15 janvier 1992.
- Tract de propagande du GRAM « *Parc paysager de Bagneux - Dégradation et insécurité* », daté du 19 janvier 1992.
- Tract de propagande du GRAM « *Objectif 95 : changer la ville* », daté du 29 mars 1992, accompagné d'une invitation pour une rencontre du Groupe avec les nouveaux élus régionaux, le 11 avril 1992.
- Tract de propagande « *Les débats du GRAM : un lycée à Bagneux. Quelle localisation ? Quelle concentration ?* », non daté.
- Bulletin *Télé'Gram Socialisme et Démocratie pour Bagneux* : n°1 de juin 1989, n°2 d'octobre 1989, n°3 de janvier 1990, n°4 de mars 1990, n°5 de juin 1990, n°6 d'octobre 1990, n°7 de janvier 1991, n°8 d'avril 1991, n°9 de juin 1991, n°10 d'octobre 1991, n°11 de janvier 1992, n°12 de mars 1992, n°13 de juin 1992, n°14 d'octobre 1992 et n°15 de janvier 1993.
- Coupure de presse de deux articles non datés « *Génération Écologie trompe les électeurs* » et « *Des candidats franciliens prennent position sur l'urbanisme parisien* ».

Associations Citoyens Unis pour Châtenay Malabry (C.U.C.M.) :

- Chartes (2000).
- Bulletin d'information de l'association n°5 (1998).

COTE : HAD-PI-3

Dossier sur les retraites et le rapport Charpin, 1999.

- Correspondance, textes manuscrits.

Hommage à Paul Raffin et à Marie-Jo et Jean Sivert, 1995-2000.

- Textes, correspondance.

Documents divers

- Invitation à un débat pour les 50 ans du droit de vote des femmes le 21/04/1994.
- Tract du collectif du 16 janvier appelant à une manifestation le 16 novembre 1994.
- Texte de Kheilifa Mouterfi « *Regard sur la tragédie algérienne et l'islamisme* », 5/04/1995.
- *Futurs* (communiste autrement) n°50 du 13/04/1995 et invitation à une réunion de Futurs à Clamart ?
- Invitation de Vanves en mouvement à un débat le 18/04/2000 avec Serge Depaquit.